

Un œil sur le monde

Entretien avec *Reza*

« Correspondant de guerre et de paix ». Cette formule qu'il affectionne s'accorde bien au regard que Reza porte sur le monde, un regard plein d'optimisme dans un océan de souffrances, l'espoir sous les gravats, l'humanité derrière la folie des hommes. Mais dévoiler ne lui suffit pas. Depuis le début de sa carrière, le reporter-photographe ne cesse de mettre son métier et sa notoriété à contribution pour résoudre des problèmes qu'il rencontre au fil de ses reportages. Sans doute parce qu'il voit un peu mieux que les autres...

Alternatives Humanitaires – En 2019, vous allez fêter vos quarante ans de carrière de photographe. Mais, d'une certaine manière, vous avez toujours mené de front photographie et humanitaire ?

Reza – C'est vrai. J'ai commencé la photographie professionnelle en 1979, pendant la révolution en Iran. J'ai quitté mon pays en 1981 parce que j'étais devenu persona non grata pour mes photographies : les islamistes voulaient me tuer. En 1983, alors que je travaillais pour Time Magazine, la rédaction me demande d'aller faire un reportage en Afghanistan, m'accordant à peine un mois pour cela. Ce n'était rien pour un pays aussi grand, et il me fallait déjà passer du temps à Peshawar, au Pakistan, pour préparer la traversée parce que c'était par là qu'on entrait en Afghanistan à l'époque. Mais c'était là aussi qu'on retrouvait tous les réfugiés, les groupes politiques en exil, les journalistes et écrivains qui faisaient partie des groupes de moudjahidines sans pour autant être des combattants. Je me suis dit que je n'aurais jamais le temps de couvrir ce pays immense dans le temps qui m'était accordé. C'est alors que j'ai pensé à former à la photographie quelques réfugiés avant qu'ils ne rentrent dans leur pays. Je suis allé au marché de Peshawar, j'ai fait le tour des boutiques, j'ai acheté cinq appareils photo et des pellicules, et j'ai commencé à donner mes premiers cours dans les camps de réfugiés. En quelque sorte, c'est là au Pakistan que sont nées la vision et la conception de mon travail de photographe qui n'est jamais coupé de celui avec les populations elles-mêmes. Évidemment, je suis allé faire mon reportage de mon côté, mais quand j'ai quitté mes élèves je leur ai dit qu'au moins, avec les bases que je leur avais transmises, ils pouvaient prendre des photos, témoigner, bref qu'il en resterait toujours quelque chose. À vrai dire, j'ai eu très peu de nouvelles d'eux, ne serait-ce que parce qu'il était difficile de garder le contact dans ces circonstances et qu'à cette époque, nous n'avions pas les mêmes facilités pour communiquer.

Ce n'est que beaucoup plus tard, en Afghanistan encore, qu'une histoire incroyable m'est arrivée. C'était au début des années 2000, juste après la fuite des talibans, j'étais à Kaboul où je venais de créer Aina, une ONG formant les populations aux métiers de l'information et de la communication, à travers le développement d'outils éducatifs et de médias. Aina était en train de devenir le point de ralliement de tous les journalistes qui venaient à Kaboul. Mais l'électricité manquait encore cruellement dans la ville. Quand il y en avait, c'était seulement pour les hôpitaux, les Nations unies ou les bâtiments gouvernementaux. Et seul le maire de Kaboul avait le pouvoir de décider à qui l'attribuer. Mes amis d'Aina me demandent d'aller le voir pour obtenir cet accès, indispensable pour les journalistes. J'obtiens le rendez-vous avec le maire et lorsque je

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

vais le voir, il m'accueille vraiment très chaleureusement. Je suis surpris, mais je me dis qu'ils doivent savoir que j'étais l'ami de Massoud... J'explique l'objet de ma venue, il m'écoute longuement, attentivement et puis il éclate de rire ! Je suis très gêné, je ne sais que penser... Il me dit : « vous savez pourquoi je ris ? Je dis : non.

— Parce que vous ne m'avez pas reconnu !

— Je suis désolé, c'est la première fois que je vous vois.

— Non, ce n'est pas la première fois, c'est vous qui m'avez appris la photographie dans le camp ! »

D'un seul coup, tout a changé, il est redevenu mon élève de 1983, la relation n'était plus la même. Quand je lui demande où est l'appareil, il me dit qu'il ne fait plus de photos mais que c'est grâce à cet appareil que je lui avais donné qu'il a pu rencontrer les gens, qu'il s'est intéressé à plein de choses auxquelles il ne prêtait pas attention. « Et puis voilà, je suis devenu maire de Kaboul ! »

A.H. – L'Afghanistan est vraiment très présent dans votre histoire. On pense à Kipling qui voyait ce pays comme la plaque tournante de l'histoire du monde, parce qu'il était le lieu du « Grand jeu » entre les Russes et les Britanniques au XIX^e siècle. J'ai l'impression que ce pays joue un peu le même rôle pour vous, celui d'une « plaque tournante », d'un sanctuaire, d'un refuge peut-être. En fait, qu'est-ce qui s'est passé entre vous et l'Afghanistan ?

R. – Deux choses différentes qui ont joué. La première, sans doute la plus importante, c'est ce qui s'est passé dans ce pays dans les années 1980, un moment et un mouvement incroyables, historiques, une bataille entre deux extrêmes. D'un côté, l'armée russe, la plus grande armée de l'époque, la plus puissante, la plus brutale aussi. De l'autre, un peuple de paysans à peine sortis du Moyen-Âge dont les meilleures armes étaient des Brno, des fusils de chasse tchécoslovaques datant de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui me fascinait, c'était cette rencontre entre la force brute et la force de la volonté de tout un peuple. La seconde chose, c'est que c'est un pays qui a une histoire commune avec l'Iran. Nous avons la même culture, la même langue, nous connaissons les mêmes poètes. C'est la même civilisation. Pour moi qui avais dû fuir l'Iran, mon pays, dans lequel je ne pouvais plus retourner – et où je ne peux toujours pas retourner –, j'ai trouvé dans l'Afghanistan ce qui, humainement, pouvait devenir mon deuxième pays. Chaque fois que j'y vais, c'est un peu comme un retour aux sources, c'est un pays qui m'est familier, où j'aime discuter avec les gens et, évidemment, m'y rendre utile.

Et il y a une autre chose chez les Afghans : cette fierté, cette noblesse même qui fait qu'ils sont capables de se faire tuer pour vous protéger, sans aucune retenue. C'est d'ailleurs lors de mon premier voyage, en 1983, que j'ai pu le mesurer. Pour rallier Kaboul, j'étais accompagné par 15 moudjahidines et il nous fallait marcher longtemps en montagne. Mais nous marchions toujours groupés, les 15 combattants très près les uns des autres et de moi. Avec ma petite expérience de la guerre, je me suis permis de dire au commandant qu'il me semblait plus judicieux de garder quelques mètres de distance entre nous si jamais nous étions pris sous le feu. Le commandant me remercie poliment de ce conseil... et pendant les trois semaines de marche, rien à faire, les hommes restent autour de moi. J'en viens même à me fâcher, disant au commandant qu'il ne s'occupe pas de ses hommes, lui redonnant toujours le même conseil de distance... De retour à Peshawar, je profite du calme de l'hôtel pour lui redire que même si tout s'est bien passé, il a tout de même commis quelques erreurs en ne respectant pas ces règles élémentaires de sécurité. Je n'oublierai jamais sa réaction : « Au fond, vous avez raison, me dit-il, mais il vaut mieux que je vous dise la vérité. Nous sommes passés plusieurs fois à des endroits où nous étions proches des positions russes et nous formions un mur pour vous protéger : au moins, si jamais ils tiraient,

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

c'est nous qui prenions la balle. » Et quand je lui ai demandé pourquoi il ne me l'avait pas dit, il m'a répondu : « Parce qu'on ne vous connaissait pas, on avait peur que vous paniquiez si on vous disait que les Russes étaient là : on ne savait pas vraiment quelle était votre expérience de la guerre. Mais sur le chemin du retour, après avoir vu comment vous vous êtes comporté dans la bataille à Kaboul, vous avez remarqué qu'on a tenu les distances... »

A.H. – *Vous parliez de Massoud. Dans quelles conditions l'avez-vous rencontré ?*

R. – J'aurais déjà dû le rencontrer cette année-là, en 1983. À l'origine, pour ce premier reportage en Afghanistan, nous étions trois photographes et quand nous nous sommes réparti les tâches, c'est moi qui devais aller voir Massoud. Et j'avais la position la plus difficile parce que tout le monde en avait après lui : la plupart des agents secrets voulaient le trouver... et les autres ne voulaient pas qu'on le trouve. Étrangement, la veille de mon départ, après un dîner auquel nous avions été conviés avec mes collègues photographes, je suis tombé gravement malade à mon retour à l'hôtel, et j'étais le seul atteint. Mais j'ai vraiment failli mourir. Sans doute un empoisonnement, même si on n'a jamais compris qui pouvait être à l'origine. Résultat, je ne suis pas allé voir Massoud lors de ce premier voyage et une semaine après, rétabli, j'ai pu partir avec le groupe de moudjahidines jusqu'à Kaboul. Ce n'est que deux ans après que j'ai pu enfin le rencontrer. En 1985, Massoud était toujours autant recherché par les agents secrets russes, afghans ou pakistanais. C'était une vraie chasse à l'homme. On me disait que je n'allais jamais le trouver et puis, après être tombé dans trois embuscades dont j'ai réussi à réchapper, j'ai fini par l'atteindre.

A.H. – *L'Afghanistan des années 1980, c'est aussi la forte montée de l'humanitaire, français notamment. J'imagine que vous avez souvent croisé des ONG sur le terrain ?*

R. – Oui, mais au fond, des humanitaires, j'en avais déjà vu dans d'autres conflits. Ma première rencontre a eu lieu en Iran, pendant la guerre avec l'Irak. J'avais été blessé à la main par un éclat d'obus de mortier. À l'hôpital, on me dit qu'il faut me couper la main, parce qu'il est impossible de sortir les morceaux. Je ne voulais pas qu'on me coupe la main. Alors je me suis enfui de l'hôpital en sautant du premier étage. J'avais entendu dire qu'il y avait des humanitaires français dans les environs, et je réussis à rencontrer deux médecins, Bernard Kouchner et Francis Charhon [ancien président puis directeur général de Médecins Sans Frontières, membre du conseil d'orientation d'Alternatives Humanitaires, NDLR], qui me confirment qu'il n'est pas nécessaire d'amputer. Je parviens à envoyer une radiographie de ma main à Paris et, en retour, la lettre d'un chirurgien français attestant qu'il peut m'opérer me permet de fuir l'Iran et ainsi de sauver ma tête puisque j'étais de plus en plus menacé par les autorités. Dans le même temps, je me suis inscrit à l'université Paris 8 pour continuer mes études dans l'urbanisme – puisque je suis architecte de formation. C'est comme cela que j'ai pu quitter l'Iran pour arriver en France en 1981.

A.H. – *Et en 1983, vous expérimentez donc le travail de formation à la photographie avec les Afghans au Pakistan. Mais vous ne vous êtes pas arrêté à cette expérience...*

R. – En effet, j'ai continué cette démarche en Afrique du Sud, en 1985. J'avais très envie de couvrir l'apartheid. Comme je n'avais pas d'accréditation journalistique, je suis rentré en tant que touriste, comme... « chasseur d'éléphant » ! En arrivant dans le pays, je me rends compte que

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

quand elles veulent mener des opérations dans un township, l'armée et la police – comme les Israéliens aujourd'hui – déclarent cette zone hors de portée des journalistes pour des raisons de sécurité. Elles installent des check points et si vous tentez d'entrer, selon que vous êtes étranger ou habitant du pays, soit vous êtes expulsé, soit vous allez en prison. Une fois, je me suis caché dans un cercueil pour rentrer dans une de ces zones où les policiers avaient tué 17 jeunes : ils avaient interdit l'accès aux funérailles à tout journaliste. J'ai réussi à contourner ainsi l'interdiction en passant un accord avec le fabricant de cercueils qui pouvait entrer dans le township.

C'est là que je me suis dit que, définitivement, il fallait former les gens concernés. Là aussi, j'ai acheté un appareil photo que j'ai donné à un jeune qui vivait dans une de ces banlieues, je l'ai formé et il est devenu photographe. Mon concept était toujours le même : que ce soit avec des réfugiés afghans au Pakistan ou des jeunes de Cape Town, il faut former les gens qui vivent eux-mêmes leur histoire.

J'ai continué en 1986, alors que j'étais aux Philippines pour couvrir la révolution contre Marcos. Je me rends compte alors qu'il y a pas mal de photographes philippins, mais qu'ils sont peu expérimentés. Alors, en même temps que je travaille pour Paris Match à faire des photos, j'organise des ateliers avec des photographes locaux : chaque jour, je vois les photos qu'ils ont prises, je critique, je leur donne des « trucs » et on avance comme ça.

En 1992, c'est en France que je vais appliquer ce concept. Un ami qui travaillait en banlieue – il était responsable d'une Mission locale – me dit que les jeunes cassent tout et me demande si je peux faire quelque chose. Alors, j'ai commencé une autre formation à la photographie, un travail au long cours qui continue et qui s'étend aujourd'hui dans les banlieues de Buenos Aires, en Argentine. De quelle façon la photographie peut aider les jeunes des banlieues et les banlieues elles-mêmes, c'est ce qui m'intéresse. Il ne s'agit pas simplement de former quelques jeunes mais de voir comment, en les faisant travailler sur différents thèmes, en créant de grandes expositions, des événements et des conférences, on peut amener les gens des villes à voir vraiment la vie telle qu'elle est dans ces endroits qui ne sont plus alors les coupe-gorges inhumains qu'on nous présente, mais des lieux où des jeunes parlent d'art et de culture et qui reflètent leur humanité.

À Avignon, j'ai adapté ce concept à la situation d'une quinzaine de jeunes qui ont connu des expériences très difficiles, entre la drogue et la prison, en me demandant comment, avec la photographie, je pouvais les aider à trouver un travail. Là aussi, je les forme à la photographie, au reportage, mais en essayant de voir quel est le métier de leurs rêves. Parce que chaque jeune, chaque personne a un métier de rêve, que ce soit éboueur, jardinier ou imprimeur. Alors, pendant trois mois, je leur donne un reportage à faire sur ce métier. Avec la Mission locale, on trouve des entreprises ou des particuliers qui acceptent que ces jeunes viennent faire un reportage photographique. Et ils sont tellement motivés qu'ils arrivent avant tout le monde et partent après tout le monde. Bref, ils sont curieux et s'investissent. Et après ils sont embauchés ! Le but n'est pas qu'ils deviennent photographes – si c'est le cas, tant mieux ! – mais de montrer comment, avec un appareil photo, ils peuvent rentrer dans la société, y trouver un travail et s'épanouir.

A.H. – Donc, c'est un travail sur et par la culture pour combattre aussi bien la rupture des villes françaises – ou étrangères d'ailleurs – avec leurs banlieues que la reproduction de la culture de la guerre dans les pays en conflit ? La photographie est une sorte de médium en somme...

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

R. – Tout à fait. À chaque fois, pour moi, c'est l'occasion de nouvelles expériences, de créer des relations sociales et individuelles qui peuvent aider des gens. Un jour, par exemple, les organisateurs du fameux World Press Photo me disent qu'ils aimeraient bien lancer des cours de formation à la photographie dans différents pays du monde. J'ai fait les deux premières sessions au Bangladesh et en Chine. Pendant trois ans, à raison de deux ou trois fois par an, je suis allé former des jeunes qui sont devenus photographes professionnels. Ce n'est pas sans raison s'il y a une recrudescence de photographes bangladais depuis quelques années : ce sont presque tous des gens que j'ai formés, dont certains sont devenus eux-mêmes des formateurs. Ils perpétuent à leur tour l'aventure. C'est la même chose en Chine où certains de mes élèves ont obtenu le World Press Photo. Tous ces projets, je les porte bénévolement, en prenant le temps sur mon travail de photographe, et bien souvent je croise les humanitaires de Médecins Sans frontières, de Reporters Sans Frontières (RSF), de Médecins du Monde ou de l'Unicef. Au fil de mes projets de formation, nous avons créé des liens d'échange, et parfois de collaboration, avec les acteurs humanitaires. Chaque fois que je le peux, je leur donne des photos ou je fais une conférence.

A.H. – *C'est un vrai compagnonnage qui s'est créé !*

R. – Absolument. J'ai toujours gardé le lien avec les humanitaires. On se transmet des informations. Par exemple, en 1992-1993, je me souviens qu'on discutait avec Francis Charhon du Rwanda et du Burundi, et il me disait qu'il y avait quelque chose de terrible qui était en train de se passer parce qu'on assistait déjà à des massacres. Donc, avec RSF, on part à six photographes pour aller documenter cela et montrer au monde ce qui était en train de se passer. On avait prévu une conférence de presse le 6 avril 1994 pour dénoncer ce dont nous étions persuadés, à savoir qu'un possible génocide était en préparation. Et c'est ce jour-là qu'est abattu l'avion du président rwandais Habyarimana qui donne le signal de l'horreur... Quelques mois après, alors que l'exode a conduit des centaines de milliers de survivants dans la région du Kivu, dans le pays voisin qu'on appelait encore le Zaïre, l'Unicef et la Croix-Rouge me disent qu'elles ont démarré un projet de retrouvailles des dizaines de milliers d'enfants non accompagnés avec leurs familles, mais qu'elles ont des difficultés pour le mener à terme, tant la tâche était énorme. Seul, il m'aurait fallu des mois pour faire le portrait des 12 000 enfants restants concernés. Alors j'ai proposé de former quatre ou cinq réfugiés à faire des portraits. J'ai fait venir de Paris autant d'appareils que nécessaire et des centaines de rouleaux de film. Ils ont réalisé les 12 000 portraits, répliqués cinq fois, que l'on a exposés dans cinq camps. Et en invitant des familles à venir les parcourir, on a aidé 3 500 enfants à retrouver leurs parents.

En somme, chaque fois que j'identifie un problème social ou humanitaire ou d'autres crises, ma première question est : est-ce que la photographie peut jouer un rôle ? Et à force d'être en contact avec les humanitaires, dans des camps de réfugiés, dans les pays en guerre, je vois souvent ce qui manque. J'avais déjà eu le déclic en 1982-1983 : à peu près à la même période où j'étais au Pakistan pour le reportage dont j'ai déjà parlé, j'avais lu dans un journal qu'une fusillade était survenue dans une école aux États-Unis et que l'on avait envoyé aussitôt après les policiers et les médecins, des dizaines de psychologues pour parler aux rescapés. J'ai commencé à réfléchir sur le traumatisme, autour de l'idée que, s'il faut un appui psychologique, c'est que l'on a besoin de parler dans ces circonstances. Certes, mais qu'en est-il dans les pays qui connaissent la guerre depuis des années où les enfants naissent puis grandissent sous les bombes sans ce soutien psychologique ? Comment les aider à surmonter ces traumatismes ? Je me dis alors que je ne dois pas être le premier à me poser la question : les Nations unies, les humanitaires ont bien dû penser à cela... Et en fait, il n'en était rien. En tout cas pas suffisamment pour offrir une aide rapide et concrète. Peu à peu, j'ai compris que ces guerres et conflits causent deux séries de destructions

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

complètement séparées et différentes. La première destruction est matérielle, physique, visible : les bâtiments, les routes, les écoles, les hôpitaux détruits, les gens morts ou blessés. Mais la seconde destruction est invisible : c'est le traumatisme, la « blessure de l'âme » comme on dit. J'ai encore mieux compris tout cela quand, au moment où les Russes ont quitté l'Afghanistan, les Nations unies ont fait appel à moi pour être directeur de leurs opérations pour le nord du pays pendant un an. J'étais vraiment au cœur du système des Nations unies : j'étais responsable de la distribution de l'aide, et je rencontrais toutes les ONG. Cette année m'a vraiment permis de comprendre de l'intérieur le rôle et le fonctionnement des humanitaires. Et cela m'a conforté dans cette idée que ces acteurs ne faisaient que réparer la destruction physique, matérielle, ce qui est bien, mais il manque la reconstruction mentale. Et d'ailleurs, comment faire dans un pays perpétuellement en guerre comme l'Afghanistan ? On ne peut trouver 30 000 psychologues qui, en plus, ne parleront pas la langue ni ne connaîtront l'histoire de ce pays et de ses habitants !

Cela me rappelle l'histoire d'un jeune Cambodgien de 12 ans que je croise un jour sur une route. J'étais avec Serge Moati, et l'on voit ce petit bonhomme qui marche, fatigué, un fusil vaguement porté à l'épaule, dans des vêtements trois fois trop grands pour lui, une image terrible. Je le photographie, je l'appelle et je lui demande ce qu'il fait. Il s'appelle Chang et me raconte qu'il est devenu soldat pour venger son père. Comme nous étions en contact avec une très bonne ONG locale qui s'occupait des orphelins et des enfants des rues, nous l'y emmenons : on le lave, on lui donne de bons vêtements et comme il aimait la musique, je lui achète un harmonica. Nous parvenons à retrouver sa mère qui, évidemment, était très contente de revoir son fils. Deux jours après, il tombe malade et, dans les délires de la fièvre, il ne faisait que répéter : « Je veux venger mon père. » On se dit que cela va passer et, quelques jours plus tard, on nous apprend qu'il a fui, abandonnant tout ce qu'on lui avait donné, sauf l'harmonica : on ne l'a jamais retrouvé. Il n'est pas le seul enfant qui ait vu ses parents mourir dans une guerre, d'autres ont vu leur maison détruite, mais qu'est-ce que l'on fait avec ces enfants s'ils veulent tous se venger ? Ce fut un autre déclin.

A.H. – *Comment arrêter le cycle de violence...*

R. – Oui, parce que c'est sans fin. Les humanitaires viennent reconstruire les maisons ou installer des tentes, ils s'occupent de la santé, donnent à manger, mais si dans la tête de ces enfants il n'y a que l'idée de vengeance, alors on est en train de remettre sur pied des vengeurs. C'est compliqué d'expliquer cela aux humanitaires qui le prennent comme une critique. Mais j'étais persuadé de mon idée, et en me demandant qui pourrait remplacer ces cellules de crise psychologiques à l'échelle d'une nation, la première idée qui m'est venue, ce sont les femmes car ce sont les meilleures psychologues des familles. Les femmes, les mères savent comment parler aux enfants, aux hommes aussi même. Et quel groupe de femmes pourrait jouer ce rôle sinon des journalistes, des actrices, des intellectuelles. Je tenais mon idée : que des femmes – et des hommes aussi, bien sûr – parlent au peuple par la voix des médias. C'était une telle évidence : il fallait créer des groupes de femmes et d'hommes et les former en leur donnant les moyens de créer des journaux, des radios, des télévisions, dont la programmation serait le reflet de ce concept : les médias et la culture peuvent contribuer à sortir un peuple d'un traumatisme comme le ferait le psychologue qui vient et parle à chaque personne, une à une. Sauf que là, il s'agit de s'adresser à des millions de personnes. C'est ce concept que j'ai mis en place à Kaboul, en fondant l'ONG Aina en juillet 2001, trois mois avant que le régime des talibans ne chute. Et notre premier acte, ce fut l'installation d'une radio à Kaboul... avec une voix de femme. Vous vous rendez compte, une voix de femme !

À partir de ce moment-là, on a commencé à former des centaines de femmes et d'hommes pour en faire des cameramen et women, des journalistes, des présentateurs/trices et des acteurs ou des actrices. On a lancé des télévisions et un projet de cinéma mobile pendant deux ans. Ce projet est venu de discussions avec des amis humanitaires qui nous disaient qu'il fallait faire passer des messages à la population, à propos de tel virus ou d'une épidémie de malaria dans telle région. Je me suis souvenu qu'autrefois, on faisait ces campagnes à l'aide de posters distribués ou même de pièces de théâtre. J'ai dit : « Pourquoi ne pas utiliser le cinéma ? » C'est beaucoup plus facile. Une fois que le film est fait, il faut juste avoir de bons 4 x 4 qui peuvent atteindre les villages, transporter des écrans, des projecteurs. Le plus important évidemment, c'est le contenu, et je ne voulais pas qu'on montre un médecin blanc expliquant ce qu'était cette maladie, ce qu'il fallait faire, etc. Car ça ne marcherait pas. Alors j'ai repris le principe des contes que racontaient les grands-mères en l'adaptant aux messages de l'Unicef ou de MSF. Et ça a marché. Pour moi, après Florence Nightingale et MSF, c'est un peu la troisième génération de l'humanitaire : comment les médias et la culture peuvent aider les humanitaires à aider tout un peuple à se mettre debout grâce à ces films, grâce à des livres, aux magazines qu'on fait pour les enfants. C'était ça le concept de création d'Aina en Afghanistan...

A.H. – *Et vous le déclinez aujourd'hui ailleurs...*

R. – Complètement. Je pense par exemple au travail que l'on fait dans le camp de réfugiés au Kurdistan où les enfants photographient leur quotidien. Parce que ces camps, nous autres photographes professionnels, nous les parcourons depuis des années et tout le monde a vu mes photos, ou celles de Salgado. Mais personne n'a vu la vraie vie photographiée par les gens eux-mêmes. Et tous les gens qui ont vu cette expo ou le livre faits par les enfants portent un autre regard sur le sujet. Mais surtout, ce sont tous les habitants du camp qui, grâce à ce travail, se sentent reconnus... Un jour, une des mères de ces enfants m'a dit une chose qui m'a beaucoup touché : « Grâce à votre projet, le sourire est revenu dans le camp. »

A.H. – *Un journaliste a dit de vous que vous n'étiez pas un reporter photographe, mais un soufi qui pratique la photo. Quand on vous écoute, il y a toujours un vrai optimisme qui se dégage. Est-ce que dans les contextes de guerre ou de difficultés sociales que vous avez rencontrés, il vous est arrivé de ressentir de la révolte, voire de la haine ?*

R. – Il y a une différence entre la révolte et la haine. La révolte, je l'ai toujours, tout le temps, constamment. Mais la haine, non. Et jamais de renoncement non plus.

Propos recueillis par Boris Martin, rédacteur en chef, en mars 2018

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : Reza, « Un oeil sur le monde », Alternatives Humanitaires, n°8, juillet 2018, p. 132-159, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2018/07/05/un-oeil-sur-le-monde/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-397-2